

Philosophie de la pandémie: La liberté est-elle compatible avec le collectif?

Sacrifier la liberté individuelle sur l'autel de la vaccination paraît un lourd tribut à payer à la pandémie. Mais puisqu'il faut bien vivre ensemble, la philosophie peut nous aider à concilier le bien commun et nos volontés particulières



Pancarte brandie à Marseille le 17 juillet 2021. — © CLEMENT MAHOUDEAU / AFP

"No pass, no vax: liberté, liberté, liberté",

"Mon bras, mon choix",

"Nous ne sommes pas des cobayes!"...

□ Cet été, nous avons souhaité sonder les revendications déclinées sur les pancartes des manifestants opposés à l'obligation vaccinale ou au passe sanitaire, et les transposer en débat philosophique. Pascaline Sordet, journaliste et titulaire d'un master en philosophie, les recontextualise pour "Le Temps".

Qu'on le veuille ou non, le collectif nous avale. Ou pour le dire avec les mots de Rousseau,

"l'homme est né libre, et partout il est dans les fers".

S'il y a bien une chose que la pandémie nous a fait sentir, c'est que nous sommes dépendants les uns des autres, y compris dans nos relations avec d'autres espèces (dont les tristement célèbres pangolins). Troupeau, famille, essaim, copropriété, meute, même combat.

Dans ces conditions, comment ne pas perdre son indépendance? Et puisque le collectif est inévitable, comment la conjuguer avec l'équilibre du groupe? Parce qu'il a réfléchi à la forme et aux fondements de la société civile, Rousseau peut nous aider à démêler ce paradoxe apparent, à faire fonctionner une association

"par laquelle chacun s'unissant à tous n'obéisse pourtant qu'à lui-même et reste aussi libre qu'auparavant".

Exactement ce qu'il nous faut.

La volonté générale

Mais dans les faits, même après avoir fait société, les volontés individuelles de chacun subsistent. Que faire des velléités personnelles, des désirs, des croyances, des craintes légitimes, dans une théorie politique?

Rousseau affirme que

"la volonté générale seule peut diriger les forces de l'Etat selon la fin de son institution", autrement dit son but, qui est "le bien commun".

Cette volonté générale n'est pas la volonté de la majorité – ce serait trop arbitraire – mais celle qui vise le bien de tous: en ce moment, il s'agit de sortir de la pandémie.

Comment? C'est là que les choses se compliquent: vacciner l'ensemble de la population est-elle la volonté de la majorité, et donc illégitime, ou est-elle la volonté générale, qui est l'intégrale, au sens mathématique, de toutes les volontés individuelles?

Là, au cœur de notre problème, on ne peut pas dire que Rousseau fasse confiance à ses concitoyens:

"On veut toujours son bien, mais on ne le voit pas toujours."

Il propose donc d'ôter des volontés individuelles *"les plus et les moins qui s'entre-détruisent"*, pour que ne reste, *"pour somme des différences"*, que la volonté générale. En gros, il fait des mathématiques. Mais Rousseau sent bien que dans les faits, le système se heurte à de nombreux problèmes et s'en tire par une pirouette:

"S'il y avait un peuple de dieux, il se gouvernerait démocratiquement. Un gouvernement si parfait ne convient pas à des hommes."

Ne pas nuire

Un autre philosophe, dont on connaît tous une forme ou une autre de sa phrase la plus célèbre –

"La liberté des uns s'arrête où commence la liberté des autres" –

s'est attaqué à la question: John Stuart Mill. Le philosophe britannique, figure du libéralisme, ne cherche pas à savoir pourquoi les hommes font société, mais comment. Utilitariste, il cherche avant tout à maximiser le bien-être du peuple. Le laisser choisir librement et individuellement comment il veut mener sa vie est une excellente manière d'y arriver. Seule limite: ne pas nuire.

Dans *De la liberté* (1859), il fait de ce *"principe de non-nuisance"* le seul cas dans lequel l'Etat peut contraindre les individus:

"Le seul but dans lequel le pouvoir peut être légitimement exercé contre un membre d'une communauté civilisée, contre son gré, est de l'empêcher de nuire à autrui."

Si être vacciné limite les chances de contracter le virus et donc de contaminer autour de soi, alors ne pas être vacciné constitue un risque que l'Etat, selon Mill, se doit de contrer.

Ce qui est juste

Finalement, que ce soit pour Rousseau, dont la volonté générale tend au bien commun, ou pour Mill, qui doit décider quel acte est nuisible, il s'agit de savoir ce qui est juste.

Pas individuellement, mais dans l'absolu, pour tous les membres de la société. L'Américain John Rawls, qui s'appuie sur la philosophie des Lumières pour contrer l'utilitarisme, propose de considérer non pas le taux global de bien-être, mais la notion d'équité. On ne peut pas vivre une vie bonne pendant que d'autres souffrent.

Il cherche donc une règle permettant de déterminer ce qui est juste et propose une expérience de pensée. Imaginez que vous êtes derrière "un voile d'ignorance":

"Personne ne connaît sa place dans la société, sa position de classe ou son statut social, pas plus que [...] le sort qui lui est réservé dans la répartition des capacités et des dons naturels."

Vous êtes un pur individu abstrait, sans pays et sans attaches, et il vous faut choisir ce qui est juste. Est-ce que vous décidez que le vaccin n'est pas une option, trop dangereux, trop incertain? Ou alors que les incertitudes ne contrebalancent pas le bénéfice, et, ignorant tout de la force ou de la faiblesse de votre système immunitaire, qu'il vaut mieux parier sur une piqûre?

Si on ne peut jamais se mettre totalement en position d'ignorance, on peut au moins, avant de décider en âme et conscience de ce qui est juste, répondre à l'exigence philosophique de Rawls: se décentrer.

Lire aussi:

- *Etienne Klein: "La nuance demande un temps que plus personne n'a"*
- *Voltaire, la petite vérole et le covid*
- *Face au virus, les stoïciens auraient prôné la liberté de ne pas subir*